

Les prolétariats d'Europe face à la crise: Contribution à l'analyse des premières ripostes et axes pour un programme trotskyste

Antoni Mivani



L'article précédent se concentre sur l'analyse des effets économiques de la crise, tout en dégageant déjà de grandes tendances de l'évolution politique possible. Il met en évidence à la fois, d'une façon générale, que la crise mondiale du capitalisme touche brutalement l'Europe et que les pays sont frappés d'une manière différenciée selon leur insertion dans le marché mondial. Il examine différents scénarios envisageables de développement de la crise au sein de l'Union Européenne (UE). S'il est absolument nécessaire pour proposer une analyse marxiste sérieuse de la situation de partir de l'analyse des données essentiellement économiques, il n'est possible d'arriver à une caractérisation concrète qu'en liant ces éléments à l'analyse, d'une part, des rapports entre les classes sociales et leur expression politique et, d'autre part, du rapport entre les différents

États. Cette seconde partie est donc consacrée à une tentative pour préciser la situation de la lutte des classes en Europe, en y incluant à la fois les pays de l'UE, les pays hors UE et la Russie. Cette contribution n'est qu'une toute première tentative pour avancer en ce sens, par des éléments d'analyse sur les développements de la lutte des classes et de leur réfraction politique. Elle entend simplement jeter les bases pour un tel travail en donnant un certain nombre d'éléments d'information et en proposant quelques lignes directrices.

I) Dans quelle situation le prolétariat européen s'apprête-t-il à affronter la crise après trente d'offensive du capital ?

1) Traits communs à l'évolution de la situation du prolé-

tariat dans les différents pays d'Europe de l'Ouest

a) L'affaiblissement du prolétariat comme résultat de la victoire de l'offensive capitaliste de la fin des années 1970

L'offensive lancée par la bourgeoisie à la fin des années 1970 et au début des années 1980 a fait disparaître ou a considérablement réduit les anciens bastions traditionnels de la classe ouvrière d'Europe, comme les mines, la sidérurgie, les chantiers navals et les docks, tout particulièrement dans les principaux pays impérialistes où le prolétariat était puissant, tels l'Angleterre, l'Allemagne et la France. C'est une cause objective de son affaiblissement. Mais c'est plus fondamentalement les défaites subies dans ses combats par le prolétariat qui l'a affaibli. Le recul de la combativité ouvrière s'ex-

prime dans la diminution brutale du nombre de jours de grève entre les années 1970 et 1980 dans tous les pays d'Europe de l'Ouest. Les privatisations, la casse des accords collectifs, la libéralisation du marché du travail ont contribué à une certaine atomisation de la classe ouvrière: division public/privé, CDI/précaires, nationaux/étrangers, etc.

b) Le rôle central des partis réformistes dans cette offensive du capital

Cette offensive de la bourgeoisie contre les conquêtes sociales n'a pu être menée à bien que grâce au soutien décisif des partis réformistes, sociaux-démocrates et stalinien. Dans tous les cas les directions syndicales réformistes ont collaboré à la mise en œuvre de ces contre-réformes tout en faisant semblant de s'y opposer, même si les combinaisons concrètes ont été à chaque fois différentes. A l'exception notable du Royaume-Uni, ce sont même généralement la social-démocratie et le stalinisme au pouvoir qui ont directement pris en charge une bonne partie, voire le plus gros des attaques (PS-PCF en France dès 1981; PSOE en Espagne dès 1982, SPD-Verts en Allemagne à partir de 1998; PASOK et KKE en Grèce; PCI devenu PDS puis DS en Italie en coalition avec la Margarita)¹. Autrement dit la logique des intérêts de classe a conduit les partis réformistes, fondamentalement attachés à la défense de l'ordre bourgeois, à remettre en cause ces conquêtes sociales, sous-produit de la mobilisation révolutionnaire de l'après-guerre trahie par les appareils réformistes, sur laquelle reposait leur emprise globale sur le prolétariat.

c) La transformation des partis ouvriers bourgeois en partis bourgeois «normaux»

Cela a conduit à modifier profondément, voire à briser, le lien or-

ganique traditionnel entre les partis ouvrier-bourgeois et la classe ouvrière, même si ce processus s'est développé à des rythmes variés selon les pays. Cela s'est traduit par une chute de leur nombre d'adhérents, une modification de la composition sociale avec toujours moins de prolétaires et toujours plus de cadres, de hauts fonctionnaires et d'élus, ainsi que par la suppression dans leur programme de toute référence à un système alternatif au capitalisme (déclaration du PS de 1991, abrogation de la clause IV du Labour en 1994, etc). Les partis ouvrier-bourgeois sont devenus des partis bourgeois «normaux», c'est-à-dire ne se distinguant plus des partis traditionnels de la bourgeoisie que par le fait d'avoir été dans un passé encore récent des partis ouvriers-bourgeois.

L'évolution des PC a été très variable d'un pays à un autre: certains se sont transformés rapidement et ouvertement en partis sociaux-démocrates avant de devenir des partis bourgeois «normaux» (cas du PCI, devenu PDS puis DS et maintenant par fusion avec la Margarita, Parti Démocrate), provoquant des scissions plus orthodoxes (le PRC); d'autres sont restés très traditionnellement stalinien (cas du KKE grec), provoquant inversement des scissions social-démocrates; d'autres ont contenu en leur sein ces tendances opposées et maintenu quoique de façon de plus en plus ténue une référence au combat des travailleurs et à l'horizon d'un vague «dépassement du capitalisme» (cas du PCF), méritant le qualificatif de parti ouvrier-bourgeois au stade ultime de sa décomposition.

Dans un premier temps, peu à peu privée de tout parti représentant même de façon extrêmement déformée ses intérêts spécifiques de classe, la classe ouvrière s'est trouvée très affaiblie. Cependant cette crise dégageait pour le futur la voie à une reconstruction du mouvement ouvrier sur des

bases révolutionnaires, ce que la social-démocratie et le stalinisme avaient réussi à bloquer depuis la fin de la guerre.

d) La lente reprise de la lutte de classes (1995-2008)

Les puissantes grèves de novembre-décembre 1995 en France marquent le début d'une inflexion dans la période. Elles ne contraignent pas seulement le gouvernement à retirer une bonne partie de ses projet mais elles le paralysent pendant un an et demi. La résistance plus vigoureuse qui se manifeste à partir de cette date est cependant limitée par le fait qu'elle est généralement dominée par l'activité des fonctionnaires et des travailleurs des services publics, bastion traditionnel des partis réformistes, en particulier la social-démocratie, qui sont les plus touchés par les attaques du capital qui privatise à tour de bras, entend gérer les entreprises d'État exactement comme celles du privé et réduire le nombre de fonctionnaires. La participation des salariés du secteur privé aux luttes est resté longtemps marginale. L'Italie connaît au cours de la période plusieurs grèves générales massives, que ce soit contre la réforme des retraites ou contre la guerre en Irak et des grèves significatives de secteurs avancés du mouvement ouvrier mais les pactes de la bureaucratie syndicale avec le patronat et le gouvernement bloquent des développements plus profonds de la lutte des classes. À partir de 2004 la lutte de classes reprend une certaine vigueur en Allemagne avec les manifestations du lundi contre le plan Hartz IV puis les grèves

¹ PS : Parti Socialiste ; PCF : Parti Communiste Français ; PSOE : Parti Socialiste Ouvrier Espagnol ; SPD : Parti Social-démocrate d'Allemagne ; PASOK : Parti Socialiste Grec ; KKE : Parti Communiste Grec ; PCI : Parti Communiste Italien ; PDS : Parti des Démocrates de Gauche ; DS : Démocrates de Gauche.

«sauvages» chez Opel face à des plans de licenciements massifs et plus récemment la longue grève partiellement victorieuse des conducteurs de train syndiqué au GDL, des conflits dans les services publics communaux ou des régions (Bundesländer), sans oublier les rituelles grèves fractionnées mais assez largement suivies autour des négociations salariales pour les conventions collectives, notamment dans la métallurgie.

Dans le même temps la jeunesse s'est politisée non par l'intermédiaire des partis ouvriers bourgeois mais à travers le mouvement anti-mondialisation qui a pris des formes diverses selon les pays (poids plus ou moins grands des relais directs du réformisme, des autonomes, etc). La lutte contre la guerre, en particulier l'intervention en Irak, a également joué un rôle important. La question palestinienne est aussi particulièrement sensible, notamment en France et en Angleterre.

La jeunesse, dans un premier temps surtout la jeunesse scolarisée, a été l'un des secteurs les plus en pointe dans la lutte contre la politique des gouvernements capitalistes, non seulement en France, où le phénomène est sans doute le plus aigu — réforme des retraites en 2003, réforme des lycées en 2005, CPE (Contrat Première Embauche) en 2006, LRU (loi d'autonomie des universités) en 2007 et mouvement actuel en cours —, mais aussi en Italie (notamment à l'automne dernier contre la réforme Gelmini), en Allemagne avec la vague de grèves étudiantes contre l'instauration de frais d'inscription à l'université, notamment 2005, et dans l'Etat espagnol à l'automne dernier. La jeunesse soumise à une surexploitation (Grèce 2008), parfois combinée à une oppression spécifique liée à la couleur de peau (France 2005), a été à l'origine de révoltes explosives.

e) La recomposition politique à la gauche des partis réformistes

La nouvelle place des PS et PC conduit corrélativement à une recomposition politique « à la gauche » de ces partis.

- Rupture sur « la gauche » de fraction des partis réformistes

Dans certains cas la transformation de ces partis en partis bourgeois «normaux» ont produit des ruptures « de gauche » par rapport à ces partis, comme c'est le cas du PRC lors de la transformation du PCI en PDS (1991), ou du WASG (Alternative Électorale Justice Sociale) (2004) avec le SPD au milieu de la deuxième période de gouvernement SPD-Verts dirigé par Schröder. Le WASG a ensuite fusionné avec le PDS (Parti du Socialisme Démocratique) donnant naissance à Die Linke (La Gauche) mettant ainsi un terme à l'hégémonie incontestée du SPD sur le prolétariat qui aura duré un demi-siècle.

Dans la plupart des pays, les courants se revendiquant du trotskysme (quoique certains de moins en moins) ont eu tendance globalement à se renforcer à la faveur de cette transformation des partis ouvriers bourgeois en partis bourgeois normaux. Cela a été le cas de façon particulièrement nette en France où LO (Lutte Ouvrière) puis la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) ont attiré des millions d'électeurs, ont gagné un nombre significatif de nouveaux militants et ont accru leur influence dans les syndicats et la lutte des classes tandis que le PCF s'affaiblit de plus en plus comme parti, même s'il garde indirectement une forte influence dans les syndicats (dans la CGT et la FSU). Cela a été vrai, quoique dans une moindre mesure, au Royaume-Uni où le SWP (Socialist Workers Party) et le SSP (Scottish Socialist Party) en particulier ont connu un certain succès.

- Essor relatif et très inégal des courants se revendiquant du trotskysme

En Italie les processus se sont combinés. L'adaptation complète du PRC au régime par sa participation au deuxième gouvernement Prodi, un gouvernement capitaliste soutenu par la Confindustria (Medef italien), a poussé deux des trois courants de gauche présents en son sein à rompre avec le PRC. C'est le cas de Sinistra Critica (Gauche Critique, organisation dirigée par la section italienne du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale) qui, après que ses parlementaires ont voté la quasi-totalité des lois de Prodi, ont fini par rompre avec le PRC. Un autre courant Progetto Comunista, membre de la CRQI (Coordination pour la Refondation de la IVe Internationale), qui revendique des positions trotskystes orthodoxes, a rompu avec le PRC en 2006 lors de l'entrée de ce dernier dans le gouvernement Prodi et a fondé le PCL (Parti Communiste des Travailleurs). Par delà leurs grandes différences il faut noter que ces deux organisations ont réussi à rassembler à elles deux environ 1% des voix (approximativement 168 000 pour Sinistra Critica et 208 000 pour le PCL) ce qui reste un résultat modeste mais à souligner dans un pays où le trotskysme est historiquement faible et en rapport à des élections où la liste de «gauche radicale» regroupant notamment le PRC et le PdCI n'a pas dépassé la barre des 4%, privant ainsi la Chambre des députés et le Sénat de tout représentant «communiste» pour la première fois depuis soixante ans.

En Allemagne, même si l'évolution est plus lente, les divers groupes se revendiquant du trotskysme se sont plutôt renforcés, la plupart pratiquant l'entrisme au sein de Die Linke: la SAV (Alternative Socialiste En avant, section allemande du CIO, Comité pour une Internationale Ouvrière); l'ISL (Gauche Socialiste Internationale), l'une des deux sections du SU;

Linksrück, la section de l'IST (International Socialist Tendency, dite «cliffiste»); etc.

Corrélativement les courants les plus opportunistes se revendiquant du trotskysme renoncent chaque jour un peu plus ouvertement à une authentique stratégie révolutionnaire comme cela s'exprime dans leur décision de constituer des coalitions électorales sans délimitation de classe, comme c'est le cas du SWP avec Respect, ou des partis non délimités stratégiquement, comme c'est le cas du NPA. Plus généralement ils manifestent une adaptation croissante au régime et à la bureaucratie syndicale et ne proposent pas de politique alternative sérieuse à celle des ex-partis ouvriers bourgeois et des directions confédérales.

Les courants se revendiquant du trotskysme qui affichent sur les points principaux des positions marxistes orthodoxes sont globalement très faibles en Europe :

-La CRQI (Coordination pour la Refondation de la Quatrième Internationale) dispose d'une organisation en Italie, le PCL et une autre en Grèce, l'EEK.

-La LIT (Ligue Internationale des Travailleurs) a de petits groupes dans plusieurs pays : le PdAC (Parti d'Alternative Communiste) en Italie, issu d'une rupture avec l'organisation Progetto Comunista de la CRQI, un groupe en Espagne, le PRT-IR (Parti Révolutionnaire des Travailleurs-Gauche Révolutionnaire), un groupe au Portugal la FER/Ruptura, un groupe en Ukraine, un autre en Turquie, un petit groupe en France, le GSI (Groupe Socialiste Internationaliste) et un noyau de militants en Belgique.

Il existe des petits groupes dans divers pays, qui défendent de même en général des positions marxistes orthodoxes sur les principales questions et s'efforcent avec plus ou moins de bonheur de maintenir le fil de la continuité ré-

volutionnaire. Nous n'en connaissons qu'une petite partie.

- L'essor vigoureux de divers courants «anarchisants»

Le rétablissement du capitalisme dans les pays de l'ex-bloc stalinien et l'opportunisme des organisations issues du trotskysme ont conduit à un essor vigoureux des courants anarchistes, anarchisants et autonomes, en particulier dans la jeunesse, notamment la jeunesse scolarisée (lycéens, étudiants). Ce phénomène se manifeste, quoique avec une acuité différente dans la plupart des pays (Allemagne, Italie, Espagne, Grèce, France, Islande). On a pu le voir en particulier dans les événements récents de Grèce, d'Islande et de France.

2) L'évolution de la situation du prolétariat dans les ex-pays du bloc stalinien

On se borne ici à quelques remarques très générales qu'il s'agira d'approfondir dans des documents ultérieurs.

- Les pays d'Europe centrale et de l'Est sont les seuls en Europe à avoir connu de grands bouleversements dans les vingt dernières années. Quoiqu'à des degrés divers la chute de la bureaucratie stalinienne s'est accompagnée de mobilisations de masses de nature très variée (Russie, Roumanie, Yougoslavie, Albanie, RDA,...). Le rétablissement du capitalisme a même été accompagné d'une guerre particulièrement sanglante au sein de l'ex-Yougoslavie qui a représenté de façon détournée l'expression de la lutte des classes en l'absence de parti révolutionnaire.

- Le prolétariat de ces pays a affronté ces événements dans des conditions extrêmement difficiles car il avait été privé par la bureaucratie de toute possibilité de disposer d'organisations de classe

indépendantes, tant politiques que syndicales. Ainsi l'État en RDA tolérait une CDU, par ailleurs purement factice, mais pas de SPD et évidemment encore moins une organisation trotskyste. Parfois la bureaucratie a dû faire des concessions sous la pression des masses, comme en Pologne suite aux grèves de masses en 1980, mais elle n'a légalisé Solidarnosc que parce qu'elle a vu dans sa direction cléricale un moyen de canaliser les luttes ouvrières. Partout les premiers mouvements politiques légalisés ou semi-légalisés étaient tous pro-capitalistes.

- Le rétablissement du capitalisme a représenté une défaite historique pour le prolétariat de ces pays. La vague de privatisation, la dérèglementation du marché du travail et l'instauration de régimes autoritaires pour accomplir la tâche de liquidation des conquêtes sociales du passé nécessaire à l'adaptation de ces économies aux normes du marché mondiale ont impliqué un recul sans précédent: désindustrialisation massive, hausse brutale de la pauvreté, baisse vertigineuse de l'espérance de vie, etc. Dans le même temps les anciens bureaucrates et les nouveaux capitalistes ont continué à utiliser les vieux instruments du passé pour renforcer la domination du capital, à commencer par le vieil appareil des «syndicats» d'État.

- Le rétablissement du capitalisme s'est accompagné d'un processus de colonisation de ces pays, à l'exception de la Russie, par le capital impérialiste, qui s'est approprié l'essentiel des banques et des grandes entreprises à l'occasion des privatisations des anciennes entreprises d'État. L'impérialisme américain tout comme les principaux impérialismes européens jouent un rôle clé dans la région.

- Si la période de croissance soutenue connue par la plupart

de ces pays à partir du début du XXI^e siècle, a permis un redéveloppement du prolétariat elle a en même temps contribué provisoirement à l'intégrer au régime et par là à stabiliser ce dernier.

- L'extrême morcellement dont s'est accompagné le rétablissement du capitalisme (explosion de l'URSS en une myriade de pays formellement indépendants, explosion de la Yougoslavie, etc.) n'a nullement réglé le problème national dans cette partie du monde. En effet le nouveau découpage n'empêche pas que des minorités restent enchevêtrées (minorités russes dans l'ex-républiques de l'URSS notamment en Ukraine, en Géorgie et dans les pays baltes, minorité hongroise en Roumanie, roumaine en Moldavie, serbe au Kosovo, etc.). À la faveur d'un aiguïsement de la lutte de classe cette question peut redevenir explosive. Cela s'est exprimé nettement lors du conflit russo-géorgien de l'été 2008.

- En effet, la région est riche en matières premières, en particulier en hydrocarbures, et une bonne partie des besoins de l'UE sont fournis par ces pays ou par l'intermédiaire de ces pays. On a pu le voir lors du conflit russo-ukrainien.

- Cependant ces pays comptent des prolétariats nombreux, surexploités, donc potentiellement puissants et combattifs, à commencer par le prolétariat russe. Dans les dernières années la lutte de classe a connu un certain renouveau, avec la fondation de syndicats indépendants, même s'ils restent très marginaux à l'échelle du pays où continue de dominer l'ancienne fédération dont la direction est passée des conservateurs du PC au parti de Poutine. Les grèves sont souvent dures, le mouvement ouvrier est durement réprimé par le patronat et l'État à son service, les syndicalistes in-

dépendants sont pourchassés. Il n'existe pas d'organisation politique, même réformiste, ayant une existence nationale. De même on a pu voir récemment en Ukraine, avec l'occupation de l'usine Kherston, les ressources de combativité et la conscience de classe qui sommeillent sous l'apparente résignation.

II. Premières ripostes du prolétariat face à la crise

1) Premières tendances de la riposte des travailleurs face à la crise

Etant donné l'état d'impréparation relative du prolétariat européen, privé de parti révolutionnaire et même dans la plupart des cas de partis d'extrême gauche d'une envergure nationale (la France constituant de ce point de vue une exception), le niveau de riposte opposé aux attaques du capital pour lui faire payer sa crise est surprenant. Les ripostes des travailleurs n'ont pas eu lieu seulement en France, en Italie ou en Grèce, qui sont sans doute les pays d'Europe où la lutte de classes a été la plus vigoureuse ces dernières années, mais aussi, quoiqu'à des degrés très variables, en Islande, en Irlande, au Royaume-Uni, en Lettonie, en Hongrie... La réaction des masses face à la tentative des capitalistes de leur faire payer la crise a été forte même dans les pays traditionnellement très stables, pour peu que la crise y ait frappé violemment.

Par delà les différences d'un pays à un autre, ces mobilisations présentent des traits caractéristiques communs:

- la jeunesse y occupe toujours une place importante, comme c'est le cas dans les mobilisations étudiantes contre le plan Bologne dans l'Etat espagnol, contre la réforme Gelmini en Italie, dans la révolte de la jeunesse en Grèce, dans

la grève des universités en France, etc. Si les jeunes scolarisés y sont souvent dominants, les jeunes travailleurs précaires et mal payés y sont aussi souvent de plus en plus nombreux. Ce trait n'est pas spécifique aux mobilisations contre la crise et les coups que les capitalistes s'efforcent de porter aux masses dans ce contexte. Il s'agit plutôt du renforcement d'une tendance qui était déjà à l'œuvre depuis le début des années 2000, marquées par la participation de la jeunesse au mouvement contre la mondialisation et aux manifestations contre la guerre. Cependant la diversité de pays touchés et la portée nationale de toutes ces luttes marquent un saut qualitatif. C'est le signe qu'une nouvelle génération est en train de se forger dans la lutte des classes. C'est probablement l'une des explications, même si ce n'est pas la seule, pour comprendre la vigueur relative des réponses à la crise dans ces premiers mois. Ces mobilisations ont d'autant plus d'importance que d'une part elles peuvent montrer sur une grande échelle des méthodes avancées de lutte susceptibles d'influencer progressivement l'ensemble des travailleurs et que, d'autre part, il s'y forge une certaine avant-garde politique car les luttes dépassent souvent, relativement rapidement, leur caractère étroitement corporatif.

- le poids des groupes anarchistes, anarchisants et autonomes y est significatif. Il est à mettre en relation avec la première caractéristique de ces luttes, à savoir la forte présence de la jeunesse. En effet ces nouvelles couches n'ont pas grandi à l'époque de la toute-puissance de la social-démocratie et du stalinisme. Tout au contraire cette jeunesse naît à la vie politique alors que ces partis sont devenus des partis bourgeois «normaux». Dans le contexte marqué par la chute du stalinisme, face aux traheisons ouverte de la bureaucratie syndicale, face à l'opportunisme des courants d'extrême gauche issus du trotskysme lorsqu'ils exis-

tent, la jeunesse qui veut lutter a tendance à être attirée par ces groupes anarchisants qui sont à la fois anticapitalistes, se démarquent nettement du stalinisme et manifestent leur détermination à affronter le système.

- le regain de la participation de la classe ouvrière industrielle dans les luttes n'est pas généralisée mais une tendance nette en ce sens se dégage. Les licenciements sont un coup rude, frappant tout de suite, mettant les travailleurs dans l'impossibilité de rembourser leurs divers crédits et sans perspective de retrouver un emploi dans l'immédiat vu l'ampleur de la crise. C'est ce qui les pousse à lutter, comme cela s'est manifesté en Italie (grèves régionales contre les licenciements dans le Nord du pays), en France (où la présence des ouvriers du privé dans les manifestations a été massive), en Irlande également mais aussi en Angleterre (grèves sauvages), en Grèce (grève générale largement suivie) et à un moindre degré en Allemagne (manifestations des ouvriers d'Opel, de Thyssen-Krupp).

- Des méthodes de lutte depuis longtemps disparues font leur réapparition, même si cela n'est encore nullement généralisé ni massif: séquestration de patrons (en France), grève sauvages (Royaume-Uni), grèves avec piquets de grève (France,...), grève avec occupation d'usine (France, Ukraine, Espagne, Royaume-Uni, Irlande, Allemagne). Cela indique un début de radicalisation ouvrière qui est une réponse à la violence de la crise.

- Partout le rôle des syndicats apparaît de façon manifeste. Leur capacité de mobilisation des travailleurs est considérable comme le prouve les cas de la Grèce, de l'Irlande ou de la France. C'est précisément la raison pour laquelle la politique de collaboration de classe éhontée avec le patronat et le gouvernement menée par leurs directions joue pour le moment un

rôle central dans la canalisation de la riposte des travailleurs.

- La question du rapport entre travailleurs nationaux et travailleurs étrangers apparaît de façon de plus en plus marquée. La bourgeoisie s'efforce de dresser les travailleurs contre leurs frères de classe de nationalité étrangère. C'est déjà par exemple très clairement le cas du gouvernement Berlusconi en Italie. En raison du recul de la conscience de classe un tel discours prend parfois, comme en témoigne l'opposition entre travailleurs agricoles espagnols et marocains au Sud de l'Espagne. Mais on trouve aussi des cas inverses: par delà les limites d'un mouvement totalement contrôlé et instrumentalisé par la direction de la CGT la grève des travailleurs sans-papiers pour leur régularisation sous le slogan «on vit ici, on bosse ici, on reste ici», qui a bénéficié d'un large soutien de l'opinion publique, rend provisoirement plus difficile les attaques en ce sens en France. Enfin, il existe des situations plus ambiguës où différents facteurs se combinent. C'est le cas des grèves des ouvriers de raffineries et centrales électriques du Royaume-Uni. On y trouve à la fois une lutte des travailleurs contre les lois européennes autorisant les entreprises à employer des travailleurs aux conditions de leur pays d'origine et non aux conditions du pays où ils travaillent, moyen pour le capital de faire baisser le prix de la force de travail. Cependant cette lutte particulièrement forte n'a pas été exempte d'éléments réactionnaires sur lesquels nous reviendrons plus bas.

- La grève générale de Guadeloupe, si elle a eu principalement un retentissement en France dans la mesure où la Guadeloupe est une colonie de l'impérialisme français, ayant juridiquement le statut de DROM (Département-Région d'Outre-mer), constitue un événement dont la portée est mondiale. En effet elle a montré la capacité des travailleurs à mener une grève

générale de cinq semaines; elle a montré qu'il était possible même pour les travailleurs d'une petite colonie de faire trembler le patronat et l'État colonial, sixième puissance économique mondiale; enfin, sa durée a permis de faire émerger des éléments de contrôle des travailleurs sur l'économie (contrôle de la distribution d'essence, de gaz, etc.) et par là de double pouvoir, quoique très embryonnaire, en raison de la puissance de la direction du LKP et de son refus d'appeler à l'auto-organisation des travailleurs.

2) Les premiers affrontements de classe provoqués par la crise

L'Islande est sans doute l'un des cas les plus emblématiques témoignant de l'ampleur de la riposte des masses en ce début de crise, y compris là où on aurait eu a priori le moins tendance à l'attendre. Il s'agit en effet d'un petit pays particulièrement riche et stable. Cependant la brutalité de la crise a provoqué des mobilisations de masses contre le gouvernement, jusqu'à 10 000 personnes (pour un pays de 320 000 habitants) en janvier 2009. Il y a eu des affrontements violents avec la police, une première depuis...1949 et les manifestations contre l'adhésion à l'OTAN. Le gouvernement est tombé face aux manifestations répétées. Les sondages en vue des élections prévues en mai indiquent aussi un brutal déplacement de l'opinion vers les partis les plus «à gauche» dans le spectre politique institutionnel, les Verts.

L'éclatement de la crise en **Lettonie** a aussi constitué un retournement brutal de conjoncture. Après une croissance rapide depuis le début des années 2000 le pays affronte une violente récession (le PIB devrait reculer de 15% en 2009). Cela a provoqué des manifestations de masses qui ont vite poussé le gouvernement à la dé-

mission début février 2009. Pourtant, là encore, le pays n'est pas connu pour ses traditions particulières de lutte de classes. Même si cela n'a pas conduit à la chute du gouvernement, des manifestations de grande ampleur ont aussi eu lieu en **Hongrie** et en **Bulgarie**, soulignant le fait que la brutalité de la crise peut donner aux événements un caractère explosif.

La **Grèce** a connu début décembre 2008 un soulèvement largement spontané, puissant, violent et prolongé de la jeunesse qui a fait vaciller le gouvernement conservateur, déjà largement impopulaire. Malgré sa violence le mouvement bénéficiait d'un large appui dans la population, manifestant une situation nouvelle dans les classes intermédiaires. Le gouvernement n'a été sauvé que par la collaboration active du PASOK, du KKE et des directions syndicales qu'ils contrôlent.

En **Irlande**, où le PIB pourrait aussi chuter de 6% en 2009 (après 3% en 2008), la manifestation du 21 février à Dublin a été historique (entre 120 000 et 200 000 travailleurs), regroupant privé et public; dans plusieurs secteurs il y a eu ou aura des journées de grèves, malgré tous les obstacles dressés par une bureaucratie syndicale engagé dans un pacte avec le gouvernement et le patronat.

Au **Royaume-Uni**, brutalement touché par la crise en raison de son modèle de croissance (hausse du chômage, hausse du nombre de travailleurs perdant leur maison faute de pouvoir rembourser leur crédit, etc.), la lutte de classe semble aussi retrouver une certaine vigueur:

- Les travailleurs des raffineries et entreprises électriques du Royaume-Uni ont réalisé des grèves sauvages contre l'embauche à des conditions inférieures à celle prévues au Royaume-Uni des travailleurs étrangers, qui est partie

de la raffinerie de Total à Lindsey. La législation en vigueur dans l'Union Européenne, suite notamment à des arrêts de la Cour de Justice Européenne, permet aux capitalistes d'employer les salariés aux conditions du pays d'origine et non du pays où le travail est effectué. Les travailleurs britanniques ont réagi vivement à l'embauche exclusive par un sous-traitant, IREM, de salariés italiens, à des conditions inférieures aux minima en vigueur dans ce secteur au Royaume-Uni. La grève n'a pas été ouvertement xénophobe: les militants du parti néo-nazi BNP (British National Party) qui ont tenté de pénétrer dans ce secteur des travailleurs en reprenant leur vieux slogans «les emplois britanniques aux travailleurs britanniques» ont été fermement éconduits. Cependant, la bureaucratie syndicale réformiste a défendu une logique tout à fait similaire à celle du BNP: tout en dénonçant les lois permettant ce dumping social les dirigeants syndicaux du syndicat Unite ont expliqué qu'il fallait que les entreprises embauchent d'abord les travailleurs britanniques au chômage et seulement ensuite les travailleurs d'une autre nationalité; le secrétaire général de Unite a même été jusqu'à expliquer que de surcroît ces travailleurs étrangers ne rapporteraient rien à l'économie britannique car ils enverraient leur salaire dans leur pays d'origine. Il s'agit là d'une orientation bourgeoise, opposant les travailleurs d'une nation à ceux d'une autre nation et non d'une ligne de classe opposant les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, à la bourgeoisie qui cherche à abaisser le prix de la force de travail et à opposer les travailleurs entre eux. Bien évidemment non seulement cette orientation de la bureaucratie syndicale mais plus encore les années d'apathie et de recul de la classe ouvrière anglaise ne peuvent rester sans influence sur la conscience des travailleurs qui raisonnent encore largement de cette façon.

Cependant la plateforme de revendications en elle-même ne contenait pas d'éléments xénophobes, exigeant l'emploi de tous les travailleurs aux mêmes conditions. Dans la lutte cependant rien n'a été fait pour unir effectivement les travailleurs britanniques et étrangers afin de contraindre le patronat à embaucher plus de travailleurs en général. L'accord conclu en fin de grève a prévu l'embauche de travailleurs britanniques au détriment des Italiens.

Mais la portée de la grève ne peut pas être appréciée exclusivement d'après le contenu de ses revendications. Il est à noter qu'elle a été conduite de façon sauvage, c'est-à-dire malgré et contre les lois antisyndicales et antigrève, d'autant plus que le conflit s'est rapidement étendu à l'Écosse et au Pays de Galles. Cela prouve qu'il est possible de mener des grèves puissantes et victorieuses malgré les lois antisyndicales derrière lesquelles les chefs syndicaux ne cessent de s'abriter pour justifier leur couardise. C'est la raison pour laquelle cette grève a inquiété la bourgeoisie qui l'a dans sa majorité combattue. Brown, le premier ministre qui il y a encore peu de temps défendait ouvertement la même logique de préférence nationale à l'embauche a dénoncé ces grèves comme xénophobes afin de défendre en réalité la liberté pour le patronat d'avoir les mains libres par rapport au «dumping social». Parallèlement Alan Johnson, le ministre de la Santé, a soutenu ces grèves et a demandé l'abrogation de la législation européenne au sujet de l'emploi de travailleurs étrangers aux conditions de leur pays d'origine, cherchant par là à détourner la colère des travailleurs du capital britannique vers «l'Europe» et Bruxelles.

- La grève avec occupation de Prisme Packaging (à Dundee) a reçu un important soutien de la population et y compris de la section locale du TUC (confédération syndicale britannique).

- Les travailleurs de la Royal Mail (La Poste britannique) cherchent les voies du combat contre la privatisation annoncée par Peter Mandelson, secrétaire européen au Commerce. Il y a une si forte hostilité à la base contre ce projet que plus de 120 députés du Labour ont annoncé qu'ils ne voteraient pas le projet de loi. Mais les chefs des syndicats font tout pour empêcher d'aller à la grève : ils n'ont organisé que quelques référendums locaux et ont reporté sine die une journée de grève prévue de longue date.

- La colère des travailleurs face aux licenciements se développe : chez BMW à Cowley (Oxford), les travailleurs veulent l'organisation d'un referendum pour se mettre en grève (obligatoire en raison de la législation antisyndicale) contre 850 licenciement de travailleurs employés par des agences d'interim, à FIAT Tractor à Basildon 90% des 75% de travailleurs ayant participé au referendum ont voté pour la grève, etc.

Même si cela est moins surprenant au vu des évolutions des dernières années, l'Italie a connu à l'automne et dans l'hiver 2008 une importante lutte de classes. Nous nous contenterons ici d'énumérer les principales dates de mobilisation de cet automne et de cet hiver²:

- 17 octobre 2008: grève générale du syndicalisme de base avec une forte participation étudiante.

- 30 octobre: grève générale des écoles convoquée par les confédérations italiennes, avec à nouveau une forte participation étudiante

- 3, 7 et 14 novembre: grève des travailleurs de la fonction publique à l'appel de CGIL-FP

Assemblée de délégués de la FIOM (Fédération des Employés de la Métallurgie, gauche de la CGIL).

- 7 novembre: manifestation nationale des étudiants

- 11 novembre: 3e grève générale du secteur du transport et grève

sauvage des travailleurs d'Alitalia à l'aéroport de Rome-Fiumicino

- 14 novembre: grève nationale de l'université à l'appel de la CGIL et de la UIL accompagnée par les étudiants

- 15 novembre: grève dans le secteur tertiaire

- 22 novembre: manifestation nationale des femmes contre les abus, la violence et les discriminations, marquée par une forte participation

- 20 et 25 novembre: grèves régionales contre les licenciements à Brescia et Casale Monferrato (nord de l'Italie).

- 12 décembre: grève générale à l'appel de la CGIL à laquelle a également participé le syndicalisme de base

- 13 février: grève générale conjointe du secteur de la métallurgie et la fonction publique de la CGIL (FIOM et FP-CGIL)

Dans le mouvement étudiant il ne s'agissait pas seulement d'une lutte contre la réforme Gelmini, ministre de l'éducation, mais l'idée était aussi fortement présente que ce n'est pas aux travailleurs et à la jeunesse de payer la crise du capitalisme. Le mouvement a été puissant puisque pour la première fois depuis le début des années 1990 une réunion de coordination nationale des étudiants à l'université de Rome la Sapienza a eu lieu.

Malgré l'ampleur de la crise qui devrait toucher l'**Allemagne** (une récession d'au moins 5% en 2009), la situation est pour le moment plus calme. On ne peut guère mentionner pour la période récente que quelques manifestations d'enseignants à Berlin, d'ouvriers d'Opel (filiale de General Motors en Europe) très encadrées par la bureaucratie syndicale ou de Thyssen-Krupp. Mais il n'est pas sûr que cela dure. D'ailleurs en prévision des difficultés la bourgeoisie commence déjà à se diviser entre deux options. D'un côté une fraction du patronat et de la CDU/CSU prétend profiter

de la crise pour baisser les salaires et précariser encore plus les travailleurs tandis que la chancelière Merkel veut plutôt temporiser par crainte d'une explosion sociale, et ce à l'image SPD qui fait des possibles plans du patronat un argument de campagne à quelques mois des élections.

3) Les répercussions de la lutte de classes sur la superstructure politique

L'éclatement de la crise tend à fragiliser la plupart des gouvernements en place. C'est bien sûr évident dans le cas des gouvernements qui sont purement et simplement tombés sous les coups de la mobilisation des masses comme en Islande et en Lettonie. Cela est aussi assez net pour ceux qui ont été ou sont soumis à une forte mobilisation sociale comme en Grèce, en Irlande, en France et en Hongrie. C'est le cas, quoique dans une moindre mesure pour les gouvernements de pays durement touchés par la crise et impuissants à y faire face à l'image du gouvernement Brown au Royaume-Uni qui s'est divisé sur l'attitude à adopter face aux grèves sauvages des travailleurs des raffineries et des entreprises électriques et craint un «été de la colère» face à la très probable hausse en flèche du chômage. C'est aussi le cas du gouvernement Zapatero dans l'Etat espagnol qui a été obligé de procéder à un remaniement ministériel. En Allemagne des divergences commencent à apparaître au sein de la bourgeoisie sur la manière de faire face à une récession. Seul le gouvernement Berlusconi semble provisoirement ne pas être trop affecté par les effets de la crise tant l'opposition du Parti Démocrate est marginale.

² Voir notamment Coll. Comunista di Via Efezo (Roma), "Perspectivas de la situación italiana", Estrategia Internacional n°25, Buenos Aires, janvier 2009, p. 137-150.

En l'absence d'opposition révolutionnaire ou même d'extrême gauche, ce sont donc les partis bourgeois d'opposition qui tendent à capter le mécontentement populaire. En Hongrie les sondages pré-électorales prédisent une large victoire de la droite sur le parti social-démocrate au pouvoir qui a mené à bien ces dernières années le processus de privatisations et dérèglementation pour le compte de la bourgeoisie. Au Royaume-Uni les Conservateurs sont donnés favoris pour les prochaines élections même s'ils ne semblent guère déclencher l'enthousiasme des travailleurs. Le consensus à l'égard du gouvernement dirigé par le PSOE en Espagne est en recul sans que le Parti Populaire (droite) n'en profite pour le moment massivement. Même dans des pays où les gouvernements sont dirigés ou dominés par la droite comme en Italie ou en Allemagne, les partis de droite de la bourgeoisie résistent pour le moment assez bien. La transformation des PS en partis bourgeois «normaux» a en un sens rétréci la marge de manœuvre de la bourgeoisie car ces partis semblent moins capables que par le passé de servir d'instrument pour canaliser la colère des travailleurs. En général ils s'abs-tiennent d'ailleurs de toute opposition sérieuse au gouvernement en place comme le montrent les exemples du PD en Italie, du PS en France ou du PASOK en Grèce. Certes on ne peut exclure qu'ils soient amenés à se gauchir sous l'effet de la crise. À ce stade cela ne s'est cependant guère exprimé au delà de quelques phrases creuses: le PASOK a consciencieusement protégé le gouvernement de droite dirigé par Caramanlis, le PS français malgré quelques gesticulations a fait preuve globalement d'un grand sens de la défense des intérêts de la bourgeoisie, en particulier lors de la grève générale de Guadeloupe qu'il a clairement refusé de soutenir et le SPD, tout en gauchissant son discours, n'a pas

rompu le gouvernement de grande coalition avec la CDU.

Les ruptures «sur la gauche» du réformisme ne semblent en général à ce stade pas capables de capitaliser ce mécontentement. En Italie le PRC et le PdCI ont été profondément discrédités par leur participation au dernier gouvernement Prodi. En Allemagne Die Linke ne fait guère plus que se maintenir. Izquierda Unida en Espagne ne connaît pas de regain de popularité, pas plus que le PCF et son nouvel acolyte, le Parti de Gauche.

Cependant, dans tous les pays où il existe une option alternative visible aux deux principaux partis du capital, «à gauche des» PS et des PC, une fraction plus ou moins large des travailleurs tend à se tourner vers elle. Cela semble être en partie le cas de Syriza, la coalition de «gauche de la gauche» en Grèce. C'est fondamentalement ce qui permet de comprendre la croissance au moins électorale du NPA en France, voire une certaine renaissance de LO. Mais la faiblesse de l'extrême gauche dans le reste de l'Europe laisse penser qu'il s'agit là pour le moment essentiellement d'une exception française.

Cette absence d'opposition révolutionnaire ou d'extrême gauche à la politique des gouvernements permet de penser que la colère de masses pourrait être canalisée dans les pays à la fois les plus violemment touchés par la crise et où le mouvement ouvrier arrive le moins préparé, comme c'est notamment le cas des pays d'Europe centrale et de l'Est, par des leaders populistes donnant ainsi naissance à des régimes ayant des traits plus ou moins marqués de bonapartisme.

4) Dynamique de la crise

Cependant, il serait abstrait de se borner à dégager seulement les tendances communes de la lutte

des classes dans divers pays. Tout au contraire l'analyse des liens économiques entre les différents pays d'Europe, entre Ouest et Est notamment, est un point de départ fondamental pour réfléchir à la dynamique possible de la réponse ouvrière à la crise.

a) Les pays de l'ancien bloc stalinien:

- Les maillons objectivement les plus faibles du capitalisme européen

Les pays d'Europe les plus durement touchés par la crise seront, selon toute vraisemblance, les anciens pays du bloc stalinien. En effet deux facteurs rendent leur économie particulièrement fragiles. D'un côté lors du rétablissement du capitalisme les principales banques et entreprises industrielles de ces pays ont été privatisées, en l'occurrence vendues à des capitaux impérialistes: c'est pourquoi on peut les caractériser comme des semi-colonies, quoique d'un type particulier en raison du développement économique réalisé sous la domination de la bureaucratie stalinienne. L'économie de ces pays est donc fortement dépendante des capitaux étrangers sous diverses formes (prêts, investissements directs, etc.). Le risque de cessation de paiement de l'un de ces pays est considéré élevé par les experts. C'est d'ailleurs notamment en pensant à ces pays que le G20 a décidé d'accroître de 750 milliards la couverture des prêts que le FMI peut accorder à des pays en difficulté. Cependant même si cela peut permettre d'éviter la cessation de paiement cela ne règle pas le fond des problèmes. Car comme le FMI n'accorde ses prêts qu'à condition de mesures «d'ajustement», parmi lesquelles la contraction des dépenses publiques, tout plan de sauvetage du FMI implique une cure d'austérité risquant de déclencher de violentes protestations sociales. D'un

autre côté, la croissance soutenue des pays d'Europe centrale et orientale a reposé sur soit la finance et le boom de l'immobilier (cas des pays baltes), soit sur l'implantation d'usines sous-traitants de grands groupes capitalistes européens, notamment de l'Allemagne (République tchèque, Pologne, etc.). Les premiers sont donc très violemment touchés par la crise, puisque celle-ci a d'abord été financière. Les seconds seront inévitablement touchés par la chute des exportations des pays impérialistes dont ils dépendent, conséquence inévitable de la contraction du marché mondial, résultat de la récession.

- Des prolétariats potentiellement puissants, mais subjectivement peu préparés à faire face à la crise...

Le secteur industriel occupe encore dans ces pays une part importante de la population active. La délocalisation d'une partie de la production industrielles des pays impérialistes de l'Europe de l'Ouest vers les pays est-européens a contribué à maintenir un prolétariat industriel relativement nombreux et fortement exploité. Ce sont donc des acteurs potentiellement très puissants pour la lutte de classes.

Mais ces prolétariats semblent dans l'immédiat très affaiblis. Ils ont tout d'abord en général été privé pendant un demi-siècle de toute organisation autonome défendant leurs intérêts de classe. Ensuite ils ont subis une défaite historique avec le rétablissement du capitalisme : si le degré de résistance à la liquidation des conquêtes sociales a été variable selon les pays, le résultat global a été partout une défaite. La propagande bourgeoise contre le communisme en général, assimilé au stalinisme, y possède un poids tout particulier. Enfin la croissance économique soutenu depuis environ le début des années 2000 a contribué à stabiliser les régimes au pouvoir. Cela a pour conséquence qu'il n'existe aucun

parti politique révolutionnaire ou même d'extrême gauche d'importance nationale dans ces pays.

- ...mais qui seront entraînés dans une vigoureuse lutte de classes

Cependant l'ampleur prévisible de la crise dans la région laisse présager que les travailleurs seront de toute façon contraints d'entrer en lutte contre les mesures drastiques du patronat et du gouvernement pour faire retomber la crise sur leur dos. Il y aura de violents affrontements de classes. C'est ce que les mobilisations en Hongrie et en Lituanie, mais surtout l'exemple de la Lettonie, où le gouvernement est tombé sous les coups de la mobilisation des masses, semblent confirmer. La faiblesse de ces pays fait que les gouvernements y ont infiniment moins de marge que les pays impérialistes pour faire des concessions à la classe ouvrière en cas de forte lutte des classes. Dans ces conditions, la capitalisation du mécontentement des masses par un gouvernement populiste/bonapartiste semble l'hypothèse la plus vraisemblable.

b) Les pays d'Europe de l'Ouest les plus touchés par la première vague de la crise: Royaume-Uni, Espagne, l'Irlande et Allemagne

Réciproquement les pays de l'Europe de l'Ouest les plus touchés par la crise sont aussi ceux où la lutte de classes a été la plus faible au cours des deux dernières décennies. Cependant ce sont des prolétariats potentiellement puissants. Or les travailleurs d'Irlande, pays le plus touché par la crise, ont pour le moment réagi avec une vigueur surprenante aux premiers coups que le gouvernement veut lui infliger. Cela semble suggérer que, au moins dans cette première phase de la crise, les classes ouvrières les plus assoupies d'Europe sont capables de se réveiller et d'entrer en action, fût-ce encore de façon

limitée. Si l'hypothèse d'actions de classe de grande ampleur dans ces pays semble encore assez peu probable il va de soi inversement que la chute d'un gouvernement sous l'action des masses dans un tel pays aurait un retentissement d'une portée plus importante en Europe que lors de la chute des gouvernements islandais et letton. Les premiers affrontement peuvent également donner naissance à des ruptures au sein de la bureaucratie syndicale et au renforcement des courants se revendiquant ou issus du trotskysme, tout comme des groupes anarchisants.

c) France, Italie, Grèce

Ces pays ont connu une lutte des classes relativement importante dans la période précédant la crise. Malgré leur défaite dans la plupart des cas en raison de l'absence d'alternative sérieuse à la politique des bureaucraties syndicales ces luttes, souvent soutenues passivement par la majorité des travailleurs, notamment ceux du privé, ont commencé à forger une nouvelle subjectivité, en irradiant au delà des secteurs qui ont été les acteurs directs de ces mouvements. La France constitue pour le moment le pays où la riposte de la classe ouvrière à la crise est la plus avancée. Sous l'effet de cette dernière la classe ouvrière industrielle, depuis longtemps assoupie, a d'une part, largement participé aux journées d'action appelées par les directions syndicales et a réussi d'autre part à développer sa propre lutte de classe, avec des méthodes radicalisées : la multiplication des grèves s'est accompagnée du retour du recours aux piquets de grève et à l'occupation d'usine, à la séquestration de patrons ou de cadres dirigeants, l'action directe ouvrière contre les symboles de l'Etat (cas du saccage de la sous-préfecture de Compiègne par les travailleurs de Continental-Clairoix), etc.. Ce mouvement rencontre deux limites étroitement

liées: il est atomisé, entreprise par entreprise, en raison de la politique des directions syndicales et de l'incapacité des partis d'extrême gauche à prendre l'initiative d'une politique alternative et son programme est souvent moins radical que ses méthodes, puisqu'il s'agit le plus souvent pour les ouvriers de revendiquer des indemnités de licenciement plus élevées.

III) Axes d'un programme trotskyste face à la crise

1) Éléments pour un programme trotskyste face à la crise

On peut dégager quelques axes généraux par rapport à ce que devrait être un programme trotskyste face à la crise:

A. Il s'agit premièrement pour les organisations trotskystes de principe d'aider les travailleurs à élaborer **une plate-forme de revendications immédiates susceptible d'unifier les rangs du prolétariat**. Elle comprend bien entendu le retrait des contre-réformes en cours, le refus de toute fermeture de site et de tout licenciement (y compris le refus du non renouvellement des CDD ou des intérimaires), le refus de toute suppression de postes dans la Fonction publique, des augmentations de salaires précises et uniformes pour tous les travailleurs, l'exigence de la régularisation de tous les sans-papiers.

B. Dans la mesure où en relation avec la crise économique les bourgeoisies sont tentées d'avoir recours à un certain protectionnisme pour moins subir la crise que leurs voisins et dans la mesure où la bourgeoisie s'efforce toujours de diviser les rangs de la classe ouvrière en particulier quand la lutte de classes est aiguë en semant le poison du nationalisme et de la

xénophobie les trotskystes doivent apporter **une attention toute particulière aux problèmes et aux mots d'ordre à mettre en avant pour aider les prolétaires à agir ensemble, quelle que soit leur nationalité et leur couleur de peau**. C'est pourquoi il faut combattre non seulement pour l'abrogation de toutes les lois discriminatoires à l'encontre des étrangers et pour l'égalité complète des droits entre nationaux et étrangers, mais aussi contre toutes les formes concrètes de l'oppression exercée par le patronat et l'État bourgeois : répression policière, contrôle au faciès, discrimination à l'embauche, etc.

C. Étant donné que les jeunes, aussi bien les jeunes scolarisés que **les jeunes** précaires, constituent une force motrice des mobilisations les trotskystes doivent accorder une importance toute particulière à ces catégories, à leurs revendications et leurs formes d'action spécifiques. De ce point de vue, il faut éviter toute perspective étroitement économiste. La révolte des banlieues en France en 2005 tout comme le soulèvement de la jeunesse en Grèce en 2008 ne sont pas partis de revendications étroitement économiques mais sont des explosions de colère cristallisée par une répression policière particulièrement cynique. La **dénonciation de la justice et de la police de classe, ainsi que la lutte contre la répression policière quotidienne dans les banlieues et les contrôles au faciès** sont des éléments clés pour mobiliser ces jeunes en partant de leurs préoccupations immédiates. **Le combat contre la précarité**, pour la titularisation de tous les précaires dans la fonction publique, le combat contre le renvoi des CDD et des intérimaires dans le privé, pour la transformation des contrats précaires en CDI possède aussi une grande importance. L'explosion de colère contre le CPE avait montré

le caractère particulièrement sensible de ce problème.

D. C'est dans cette perspective qu'il est nécessaire de combattre pour le **front unique des organisations ouvrières de la base au sommet** sur la base d'une plate-forme de revendications unifiantes. L'exemple encore tout frais du **LKP** en Guadeloupe a rappelé l'importance d'une telle tactique pour affronter le capital et son État quand bien même le fait que les réformistes en aient gardé la direction a limité les possibilités qu'elle offrait. Cette lutte continue pour le front unique est inséparable du **combat frontal contre la politique des chefs syndicaux traîtres et de l'appel constant aux travailleurs à s'auto-organiser** (comité de lutte, de grève, assemblée générale, assemblée intepro, etc). En effet d'une part le front unique n'est jamais le produit de la volonté des bureaucrates réformistes mais leur est imposé par la pression objective et subjective de la lutte des classes. Il serait vain et impuissant d'exiger telle ou telle chose des dirigeants syndicaux sans organiser en même temps les travailleurs à la base sur ces revendications. D'autre part il est impossible de dépasser les limites réformistes des dirigeants contraint à construire le front unique sans aider les travailleurs à prendre eux-mêmes en main le propre mouvement.

E. Cependant quelle que soit l'importance de la mise en avant d'un programme de lutte et du combat pour le front unique pour aider les travailleurs à affronter immédiatement la crise il serait criminel de s'en tenir à une sorte de nouveau programme minimum. En effet un tel programme serait tout à fait impuissant pour aider à faire face à une crise d'une ampleur sans précédent. Tout au contraire **les trotskystes doivent d'ores et déjà articuler les revendications immédiates avec des revendications transitoires**³.

En particulier, pour lutter contre les licenciements et le chômage, pour unir les rangs des travailleurs qui sont déjà au chômage et de ceux qui sont menacés de s'y retrouver bientôt il faut mettre en avant les mots d'ordre suivants:

- Répartition des heures des travail entre tous (travailleurs et chômeurs) sans baisse de salaire
- Ouverture des livres de compte
- Nationalisation sans indemnité ni rachat et sous gestion ouvrière de toute entreprise qui prétend licencier
- Le mot d'ordre de nationalisation sans indemnité ni rachat et sous gestion ouvrière doit être aussi mis en avant dans le cas de branches particulières de la production, notamment celles menacées de faillite sous les coups de la crise, comme c'est par exemple le cas déjà aujourd'hui du secteur automobile.

Dans les deux cas il s'agit de s'appuyer à la fois sur le fait que l'État subventionne grassement depuis des années avec l'argent des contribuables, c'est-à-dire essentiellement l'argent des travailleurs, les entreprises capitalistes et sur le fait qu'il a trouvé tout l'argent nécessaire pour renflouer les banques et autres institutions financières quand il l'a estimé nécessaire

- L'ampleur de la crise financière et les plans de sauvetage gigantesques des institutions financières rend nécessaire de mettre en avant la nationalisation sans indemnité ni rachat et sous gestion des travailleurs de tout le système financier. Non seulement il n'y a aucune raison que les travailleurs ne décident pas eux-mêmes de la façon dont leur argent est utilisée, mais en outre il est clair que, tant que les banques resteront dans les mains du capital, elles ne serviront pas d'instruments pour financer une production utile aux masses. En même temps, étant donné l'imbrication extrême du capital bancaire et industriel, la nationalisation des banques sans indemnité ni

rachat et sous gestion ouvrière ne peut être qu'un puits sans fonds, si on ne fait pas subir le même sort aux grands groupes capitalistes.

F. Bien entendu, la mise en œuvre de tels mots d'ordre implique le recours au moment approprié aux méthodes traditionnelles du mouvement ouvrier combatif: grève avec piquets, occupation d'usine, etc. Ici comme ailleurs, l'auto-organisation des travailleurs est l'une clé du succès.

G. L'ensemble des mots d'ordre transitoires vise à aider les travailleurs à prendre conscience de façon toujours plus claire de la nécessité que pour en finir avec leur souffrance de prendre le pouvoir. Cela est présent dès la grève avec occupation de l'usine ou de l'établissement.

H. À ce stade en raison du développement encore limité de la lutte de classes le mot d'ordre du gouvernement des travailleurs reste de l'ordre de la propagande. Il doit cependant être systématiquement mis en avant.

I. Il faut être attentif, à chaque phase de la lutte, à avancer aussi des mots d'ordre agitatifs autour de la question du pouvoir. En particulier dès qu'il y a une lutte de classes importante et qui déborde le cadre purement économique et dès que le gouvernement est corrélativement affaibli il faut mettre résolument en avant le mot d'ordre de chasser le gouvernement en place par la mobilisation de masses. En effet il n'y a rien qui fasse davantage progresser la conscience de classe des travailleurs que d'éprouver par leur propre expérience qu'ils ont la force de renverser un gouvernement par leur propre action de classe, sans attendre les élections. Cela est tout particulièrement vrai dans les pays d'Europe de l'Ouest ayant vécu plus de trente années de paix sociale relative pendant lesquelles

les gouvernements se sont succédés selon l'ordre constitutionnel.

J. Il faut tirer les conséquences programmatiques de l'analyse des pays de l'ex-bloc stalinien comme des semi-colonies d'un type particulier. Dans les pays concernés cela implique la mise en avant de revendications spécifiques dirigées contre le capital impérialiste. En particulier il faut exiger de refuser de payer la dette qui représente un fardeau imposé par le capital financier à ces pays tout comme il faut rejeter fermement les prétentions du FMI à imposer des plans d'ajustements structurels pour accroître le pillage impérialiste. Pour la même raison le mot d'ordre expropriation des grands groupes capitalistes impérialistes qui pillent ces pays doit d'ores et déjà être mis en avant de façon systématique dans la propagande même si les conditions pour qu'il devienne un mot d'ordre d'agitation ne sont pas encore réunies. Il va de soi que le refus de payer la dette de la part même d'un seul des pays est-européens ou l'expropriation même d'un seul grand groupe résultant de l'action des masses aurait des répercussions économiques, sociales et politiques considérables dans le reste de l'Europe. Du côté du prolétariat des pays impérialistes, les révolutionnaires doivent œuvrer dans le cadre général de la solidarité inconditionnelle avec les pays dominés pour le soutien du prolétariat de leurs pays à la lutte des travailleurs et des peuples des semi-colonies qui génèrent d'Europe centrale et orientale.

³ Il ne s'agit pas ici de rappeler l'ensemble des revendications transitoires à mettre en avant en relation avec la crise, mais de faire apparaître leur logique en relation avec les questions les plus immédiatement posées dans cette première phase de la crise. Par exemple, si à un second stade, le capital s'efforçait de faire payer la crise aux travailleurs sous la forme d'une inflation importante, le mot d'ordre d'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire de relèvement des salaires conformément à la hausse continue du coût réel de la vie, passerait au premier plan.

K. Enfin, les révolutionnaires doivent combattre non seulement contre les gouvernements et les États nationaux mais également contre l'Union Européenne, instrument dont les bourgeoisies d'Europe se sont doté pour essayer d'administrer leurs intérêts communs. Ils se doivent de lutter contre tous les traités européens en vigueur depuis le traité de Rome et contre toute illusion d'une prétendue réforme de l'UE, généralement présentée sous les mots d'ordre d'une prétendue Europe «sociale» ou «démocratique», « Europe des peuples », etc. En même temps ils doivent mettre en évidence que par delà l'existence formelle de procédures de décision communautaires ce sont toujours en réalité les gouvernements des principales puissances impérialistes (Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie, Etat espagnol) qui prennent les décisions politiques essentielles. Loin d'être subordonnés à des instances supra-nationales, c'est bien Paris, Berlin, Londres, Rome ou Madrid qui prennent les principales décisions. Les révolutionnaires doivent rejeter clairement l'utopie réactionnaire d'un repli sur l'État national, présenté de façon trompeuse comme plus progressiste que l'UE. C'est aussi pourquoi ils repoussent des formulations du type «sortie de l'UE», «rupture avec l'UE» si elles ne sont pas liées explicitement au combat pour la révolution prolétarienne. Soixante ans de «construction européenne» n'ont pas seulement montré que les bourgeoisies ne voulaient construire l'UE que pour être plus compétitives sur le marché mondial face à leurs concurrents et pour mieux exploiter et opprimer les travailleurs et la jeunesse, mais aussi l'incapacité de la bourgeoisie à unifier réellement l'Europe de façon pacifique en raison de leurs intérêts nationaux spécifiques. Seuls les travailleurs, parce qu'ils n'ont pas de patrie, sont capables d'unifier l'Europe offrant un cadre plus adapté au développement des

forces productives entravées par les frontières nationales. Seuls **les États-Unis Socialistes d'Europe**, qui ne peuvent naître que de la révolution s'étendant de proche en proche à toute l'Europe, peuvent constituer le cadre pour un développement harmonieux des forces productives en vue de la satisfaction des besoins humains.